



TEAM XPERTS

Expertise comptable
Commissariat aux comptes
Gestion sociale

Catherine CROIZÉ

Expert comptable
Commissaire aux comptes

03 44 48 71 15

contact@teamxperts.fr

www.teamxperts.fr

ADARS

1 rue des Filatures

60000 BEAUVAIS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE 2024



TEAM XPERTS

Expertise comptable
Commissariat aux comptes
Gestion sociale

Catherine CROIZÉ

Expert comptable
Commissaire aux comptes

03 44 48 71 15

contact@teamxperts.fr

www.teamxperts.fr

ADARS
1 rue Filatures – 60000 BEAUVAIS

- :- :- :- :-

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale ordinaire du 3 juin 2025

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ADARS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

cu

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels :

- le traitement comptable des immobilisations ainsi que celles des subventions d'investissement et ce conformément aux règlements ANC n°2014-3 et ANC 2018-06
- La correcte prise en compte des subventions à la clôture de l'exercice
- La comptabilisation en fonds dédiés des subventions non utilisées à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci- avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.



TEAM XPERTS

4/6 rue de Sétubal - 60000 BEAUVAIS. Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de la Région d'Amiens.

SARL au capital de 146000 € - RCS BEAUVAIS B 832 234 140 - APF 69207 - TVA - FR 33 832 234 140 - IRAN - FR76 1637 5001 0008 0003 5084 258 - NIC - CFPAF#PP#27

U

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à BEAUVAIS, le 27 mai 2025

Pour TEAM XPERTS

Catherine CROIZE

Commissaire aux Comptes



TEAM XPERTS

ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
Actifs Immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	18 265	17 914	351	1 877
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	664 573		664 573	664 573
Constructions	995 499	111 089	884 410	761 597
Installations techniques, matériel et outillage industriel	9 696	7 364	2 332	3 315
Autres immobilisations corporelles	897 934	637 909	260 025	265 167
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				48 131
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	215 010		215 010	210 801
Prêts				
Autres immobilisations financières	135 594		135 594	92 336
TOTAL I	2 936 570	774 275	2 162 295	2 047 797
Actif circulant		0	0	0
Stocks et en cours	0	0	0	0
Avances et acomptes	42 154		42 154	2 838
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	11 861		11 861	3 500
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	1 485 783	58 322	1 427 461	2 368 568
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 274 117		4 274 117	4 158 089
Charges constatées d'avance	169 634		169 634	41 918
TOTAL II	5 983 548	58 322	5 925 226	6 574 914
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
Comptes en dehors du plan comptable officiel (à analyser)	0	0	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	8 920 118	832 597	8 087 521	8 622 711

Catherine CROIZE

Commissaire aux comptes

Bilan Passif des Associations et Fondations		
Groupe de dossiers : GID - ADARS - Périodes de : 01/2024 à 12/2024		
PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	171	171
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires	0	0
Fonds propres complémentaires	0	0
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves pour projet de l'entité	2 271 257	2 219 271
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	2 271 257	2 219 271
Autres réserves	0	0
Report à nouveau	-48 326	-38 320
dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales	-355 204	-355 204
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées	0	0
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	301 811	311 817
dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs	-5 664	-5 664
dont charges des activités SMS de prise en compte différée	10 731	10 731
Résultat en attente d'affectation	0	0
dont résultat hors activités sociales et médico-sociales	0	0
dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées	0	0
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	71 613	41 980
Situation nette (sous total)	2 294 715	2 223 103
Fonds propres consommables	0	0
Subventions d'investissement	136 182	139 975
Provisions réglementées	303 915	304 713
Droits des propriétaires - (Commodat)	0	0
TOTAL I	2 734 813	2 667 790
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0
Fonds dédiés	1 617 702	1 418 515
TOTAL II	1 617 702	1 418 515
PROVISIONS		
Provisions pour risques	118 048	143 377
Provisions pour charges	103 156	67 844
TOTAL III	221 205	211 221
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	341 504	368 089
Emprunts et dettes financières diverses	11 252	10 592
Avances et acomptes reçus sur commande	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	687 015	691 691
Dettes des legs ou donations	0	0
Dettes fiscales et sociales	1 143 703	1 066 521
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 006	20 623
Autres dettes	23 291	16 557
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 289 030	2 151 111
TOTAL IV	3 513 801	4 325 184
Ecart de conversion Passif (V)		
Comptes en dehors du plan comptable officiel (à analyser)	0	0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	8 087 521	8 622 711

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Compte de Résultat des Associations et Fondations
Groupe de dossiers : GID - ADARS - Périodes de : 01/2024 à 12/2024

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	110	130
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	522 968	508 471
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	13 141 870	12 647 885
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	3 223 750	3 160 351
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	19 147	38 714
Utilisations des fonds dédiés	1 223 782	2 337 806
Autres produits	57 871	44 093
TOTAL I	14 965 747	15 577 098

CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	0	0
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	2 726 738	2 485 951
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	509 422	492 050
Salaires et traitements	4 168 972	4 045 168
Charges sociales	1 547 688	1 545 386
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	215 976	223 453
Report en fonds dédiés	1 422 968	1 219 874
Autres Charges	4 395 532	5 611 697
TOTAL II	14 987 295	15 623 579

I.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-21 548	-46 480
---	----------------	----------------

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 981	6 413
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	7 981	6 413

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 909	2 055
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	1 909	2 055
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	6 072	4 357
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-15 476	-42 123
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	111 192	82 487
Sur opérations en capital	64 519	63 265
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	31 626	1 380
TOTAL V	207 337	147 133
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	112 581	63 029
Sur opérations en capital	1 721	
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	5 947	
TOTAL VI	120 249	63 029
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	87 088	84 103
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0
Impôts sur les bénéfices (VIII)	0	0
Total des produits (I+III+V)	15 181 065	15 730 644
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	15 109 453	15 688 663
EXCEDENT OU DEFICIT	71 613	41 980
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURES		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

Annexe Association ADARS

PREAMBULE

L'Association ADARS est une Association loi 1901 créée en 1980. Elle intervient dans le domaine de l'hébergement et de l'insertion sociale ainsi que dans le domaine de l'accompagnement judiciaire socio-éducatif. Pour réaliser son objet elle gère les pôles suivants :

" Pôle Hébergement regroupant : 2 CHRS _ Centre d'hébergement et de réinsertion sociale et un service d'hébergement d'urgence pour une capacité d'accueil de 319 places dont :

- 86 places CHRS sur Beauvais : 73 places en hébergements d'insertions diffus, 3 places en hébergements d'insertions regroupés, 5 places en hébergements d'urgences diffus, 5 places en hébergements d'urgences regroupés.

- 32 places CHRS sur Creil pour femmes avec enfants et familles en appartements partagés et diffus, et de 16 places de stabilisation pour tout public en appartements diffus

- 176 places d'hébergement d'urgence en logements diffus sur le département de l'Oise

Missions : accompagnement à la santé physique et psychique, accompagnement aux démarches administratives, accompagnement au projet professionnel, accompagnement à la gestion budgétaire, accompagnement vers le logement, aide à l'intégration et l'appropriation dans le logement, accompagnement à la mobilité, accompagnement à la citoyenneté, soutien à la parentalité, accès aux loisirs et à la culture&

- 9 places d'hébergement d'urgence à destination des femmes victimes de violences conjugales avec ou sans enfant en logement diffus

Missions : accompagnement à la santé physique et psychique, orientation vers des partenaires spécialisés dans l'aide aux victimes, accompagnement aux démarches administratives, accompagnement au projet professionnel, accompagnement à la gestion budgétaire, accompagnement vers le logement, aide à l'intégration et l'appropriation dans le logement, accompagnement à la mobilité, accompagnement à la citoyenneté, soutien à la parentalité, accès aux loisirs et à la culture.

- Dispositif d'Intégration :

Missions : Accompagnement social des primo-arrivants en situation régulière sur le sol français.

- Service Accueil Asile pour une capacité d'accueil de 135 places dont :

- ✓ 100 places d'hébergement d'urgence en logements diffus sur le département de l'Oise

- ✓ 35 places d'hébergement en hôtel sur le secteur Compiégnois

Missions : évaluation de la situation sociale et administrative, accès et ouverture des droits, domiciliation, accompagnement à la santé physique et psychique, démarches administratives en lien avec le dépôt de la demande d'asile, aide à la gestion budgétaire, soutien à la parentalité, insertion par l'accès à la culture et aux loisirs, accompagnement à la mobilité&

- Service Réinstallation :

Mission : Accompagnement des personnes arrivées en 2024 liées au programme réinstallation.

" Pôle Orientation/logement/accompagnement composé des services suivants :

- SIAO-115 guichet unique dispositif hôtelier - Service intégré de l'accueil et de l'orientation de l'Oise - - pour une capacité d'accueil de 600 places à l'hôtel à fin Décembre 2024.

Missions : écoute téléphonique, orientations vers les structures d'hébergement et de logement, recherches d'hébergements d'urgence, articulation avec les partenaires de la veille sociale et coordination des acteurs concourant le dispositif de veille sociale, gestion de l'hébergement d'urgence à l'hôtel

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

- TIERS LIEU / CENTRE RESSOURCES LIGO situé à Nogent sur Oise :

Missions : favoriser l'accès à l'alimentation des personnes hébergées à l'hôtel sur le Creillois avec une antenne mobile sur le Beauvaisis et le Compiégnois, développement d'un lieu ressources ; aide à la création de liens sociaux, accès aux droits, aide aux démarches administratives et budgétaires, insertion par le logement et aide à l'appropriation, insertion professionnelle, aide à l'accès au numérique

- Service Socio-Educatif de Contrôle Judiciaire de l'Oise :

Missions : contrôle judiciaire socio-éducatif, enquêtes sociales rapides, permanences d'orientation pénales, enquêtes de personnalité, animation de stages de citoyenneté et de groupes de parole pour les auteurs de violences conjugales et sexistes, et mission d'habilitation du Procureur de la république

" Service d'accompagnement du public issu de la communauté des « Gens du Voyage » :

Missions : accès aux droits, domiciliation, médiation, enquêtes sociales, soutien à la scolarité, promotion des droits de la femme

" Service habitat/logement :

Missions : accès au logement et le maintien dans les lieux sur un territoire d'intervention sectorisé : aide à la recherche d'un logement, aide à la gestion budgétaire, démarches liées au surendettement, aide aux démarches administratives, contacts avec les bailleurs & dans le cadre de visites à domicile et d'accompagnements, aide à l'intégration et à l'appropriation dans le logement

Ces secteurs sont sous gestion contrôlée et financés par la Direction Départementale de l'emploi, du travail et de la solidarité, le Conseil Départemental de l'Oise, la Ville de Beauvais, la Préfecture FIPD, le Ministère de la justice, et la caisse d'allocations familiales.

En 2022, l'association a conclu avec les directions départementales de l'Oise et régionale des Hauts de France de l'Emploi, du Travail et des Solidarités un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens pour les structures HU, d'Hébergements d'urgence et les trois CHRS. En 2023, celle-ci a demandé la fusion entre les 2 CHRS de Beauvais.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 8 087 520,90 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 71 612,54 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 22/04/2025 par les dirigeants.

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

- En novembre 2024, le redéploiement a été nécessaire suite à l'évolution des services du SIAO aux filatures, ainsi le Pôle Direction a déménagé à rue du Pont d'Arcole, le dispositif hôtelier et gens du voyage sont à rue cugnot, et le service habitat logement est parti de rue des métiers pour rejoindre le SIAO aux filatures.

- En vertu du protocole d'accord du 02 mai 2022 paru au journal officiel du 23 juin 2022 suite aux annonces gouvernementales du 18 février 2022, un complément de rémunérations a été mis en place au bénéfice des personnels socio-éducatifs par le versement d'une revalorisation salariale dite « prime SEGUR2 », à partir du 1er avril 2022 pour un montant de 183€ net mensuel, soit 374k€ en 2023. Le coût global de cette revalorisation s'élève à un montant évalué à 379k€ en 2024.

- Dans un souci d'égalité, un arrêté paru au journal officiel du 25 juin 2024 permet aux salariés non éligibles à l'indemnité des métiers socio-éducatif de recevoir également une prime de 183€ nets mensuels, au titre d'une « prime SEGUR POUR TOUS ».

Le coût global de cette prime s'élève à un montant évalué à 193k€ en 2024. Cette prime est compensée par une revalorisation des subventions de la DDETS à hauteur de 182k€.

- Début 2024, 8 nouvelles actions ont été créées pour un financement de la DDETS pour 327k€ :

- ✓ SIAO - Parcours logements sociaux
- ✓ SIAO - Coordination
- ✓ SIAO - Capsule vidéo
- ✓ SIAO - CCAPEX
- ✓ SIAO - Accès aux droits
- ✓ HUDA - Réinstallation
- ✓ STABILISATION 20 places
- ✓ SSECJO - Hébergement d'auteurs violences conjugales

SIAO - Référent santé, cette nouvelle action est financée par l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour 85k€ à partir d'août 2023.

Les montants des subventions d'exploitation notifiées sur l'exercice ont été comptabilisés en produits à la date de notification de la subvention ; Celles concernant plusieurs exercices ont donc fait l'objet d'une écriture en produits constatés d'avance au 31.12.2024 pour le montant de la subvention correspondant à la durée restant à courir au 31.12.2024.

Des fonds dédiés ont été constatés au 31.12.2024 pour la partie des subventions 2024 non utilisées sur l'exercice.

L'ADARS a également versé un acompte de 25k€ à la SCI KAYA en vue d'un partenariat pour la gestion d'une pension de famille.

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable, ainsi qu'au règlement n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	1 à 05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 -05 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant total des engagements pour départ en retraite ; le montant des engagements sont évalués et indiqués dans l'annexe déduction faite de la provision pour retraite constatée au passif à la demande des financeurs pour les départs en retraite prévus dans les 3 ans.

Au 31/12/2023, le solde du compte de Provision retraite salariés s'élevait à 27 115,08€, suite à l'actualisation de la provision, celle-ci est évaluée au 31/12/2024 à 72 706,57€ soit :

9 475.99€ sur le dossier COMMUNS

825.47€ sur le dossier SSECJO

13 105.66€ sur le dossier HU68

9 853.92€ sur le dossier HOTEL HEBERGEMENT

39 001.80€ sur le dossier HABITAT LOGEMENT

260.35€ sur le dossier GENS DU VOYAGE.

183.38€ sur le CHRS BEAUVAIS HARMONIE

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisation incorporelles	18 265	-	-	18 265
Immobilisation corporelles	2 378 661	279 784	90 744	2 567 701
Immobilisation financières	303 137	54 082	6 615	350 604
TOTAL	2 700 062	333 866	97 359	2 936 570

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	16 388	1 526	-	17 914
TOTAL I	16 388	1 526	-	17 914
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	61 844	49 245		111 089
sur sol d'autrui	-	-	-	-
Installation générales, agencements	-	-	-	-
Installation techniques, matériel, outillages industriels	6 381	983	-	7 364
Autres immobilisations corporelles				
Installation générales, agencements divers	83 209	11 461	-	94 670
Matériel de transport	128 655	27 291	13 324	142 621
Matériel de bureau et informatique	147 194	35 660	27 611	155 243
Emballage récupérables et divers	208 595	36 779	-	245 374
TOTAL II	635 878	161 419	40 935	756 362
TOTAL GENERAL (I+II)	652 265	162 945	40 935	774 275

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Échéances jusqu'à 1 an	Échéances plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	215 010		215 010
Prêts			
Autres créances	135 594		135 594
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers	11 861	11 861	
Autres créances	1 527 937	1 527 937	
Charges constatées d'avance	169 634	169 634	
TOTAL	2 060 036	1 709 431	350 604

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subvention / Financements	1 335 732
Autres produits à recevoir	94 848
TOTAL	1 430 580

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	52 201	9 530	3 409	58 322
Comptes financiers				
TOTAL	52 201	9 530	3 409	58 322

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	171				171
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	2 219 271	51 986			2 271 257
Dont générosité du public					
Report à nouveau	- 38 320	- 10 006			- 48 326
Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	316 884	- 10 006			306 878
Excédent ou déficit de l'exercice	41 980	- 41 980	71 613		71 613
Dont Résultat des activités sociales et médico- sociales sous gestion contrôlée	64 916	- 64 916	64 211		64 211
Situation nette	2 223 103	-	71 613	-	2 294 715
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	139 975		54 587	58 380	136 182
Dont générosité du public					
Provision réglementées	304 713		5 500	6 298	303 915
Dont générosité du public					
TOTAL	2 667 790	-	131 700	64 677	2 734 813

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice	10 574	568
- aux exercices ultérieurs	8 192	322 242
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs	426 462	178 492
Report à nouveau des activités propres de l'association	7 747	-
SOLDE	452 975	501 302

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs ;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursem ents	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
-Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public -Subventions d'investissement	1 418 387 128	1 422 968	1 223 654 128			1 617 702 0	
TOTAL	1 418 515	1 422 968	1 223 782			1 617 702	

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Subventions d'investissement

Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
DDETS		253 646	53 159		306 805
ETAT			1 728		1 728
AUTRES ET PRIVES		20 795		300	20 495
TOTAL		274 442	54 887	300	329 029

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
DDETS		130 786	53 814		184 601
ETAT			471		471
AUTRES ET PRIVES		3 681	4 095		7 775
TOTAL		134 467	58 380	-	192 847

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				0
Amortissements dérogatoires				0
Autres provisions réglementées	304 713	5 500	6 298	303 915
TOTAL (I)	304 713	5 500	6 298	303 915
Provisions pour litiges				-
Provisions pour garanties aux clients				-
Provisions pour pertes sur marchés à terme				-
Provisions pour amendes et pénalités				-
Provisions pour pensions obligatoires similaires	27115,08	45 591		72 707
Provisions pour impôts				-
Provisions pour renouvellement des immobilisations				-
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions	10 000			10 000
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				-
Autres provisions pour risques et charges	174 106		35 607	138 498
TOTAL (II)	211 221	45 591	35 607	221 205
TOTAL GENERAL (I + II)	515 934	51 091	41 905	525 120
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		51 091	41 905	
- financières				
- exceptionnelles				

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	341 504	30 199	111 068	200 236
Dettes financières diverses	11 252	11 252		
Fournisseurs	687 015	687 015		
Dettes fiscales et sociales	1 143 703	1 143 703		
Dettes sur immobilisations	18 006	18 006		
Autres dettes	23 291	23 291		
Produits constatés d'avance	1 289 030	1 289 030		
TOTAL	3 513 801	3 202 497	111 068	200 236

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	2 805
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	109 356
Dettes fiscales et sociales	656 082
Autres dettes	22 422
TOTAL	790 665

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
DRETS	CHRS HU	3 155 038	3 155 038	-	-	-
DRETS	PRIME SEGR POUR TOUS	68 713	68 713	-	-	-
ARS	REFERENT SANTE	60 000	-	-	-	60 000
DDETS	DIVERS	9 631 912	9 592 841	39 071	-	
DDETS	GL UKRAINE	64 000				64 000
DDETS	ACTION SOUS SUBV PRIME SEGR POUR TOUS	113 610	113 610	-	-	-
MAIRIE BEAUVAIS	LOCATION	4 000	4 000			
CD OISE	FSL	241 139	192 911	48 228		
PREFECTURE OISE	SECURITE SSECJO	16 026	16 026			
CAF	HU68 - S/LOCATION	53 761	53 761			
OETH	AMENAGT POSTE TRAVAIL	3 000	3 000			
CAF	APL - REINSTALLATION	3 996	3 996			
ASP	AIDE AUX POSTES	19 636	19 636			
TOTAL		13 434 831	13 223 533	87 298	-	124 000

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	100
Produits de cession des éléments d'actif	5 500
Produits sur exercices antérieurs	111 092
quote part des subventions d'investissement	59 019
Reprise sur provisions, dépréciations et transfert de charges	31 626
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	8 524
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	1 721
Dotations aux provisions	5 947
Charges sur exercices antérieurs	104 057
Résultat exceptionnel	87 088

Information sectorielle

Seules les affectations du résultat ayant l'objet d'une décision administrative à la fin de l'exercice sont traitées comptablement.

Rappe : Depuis janvier 2022, l'association a conclu avec les directions départementales de l'Oise et régionale des Hauts de France de l'Emploi, du Travail et des Solidarités un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens pour les structures HU, d'Hébergements d'urgence et les 3 CHRS.

En 2023, l'association a demandé la fusion entre les 2 CHRS de Beauvais.

	Déficit	Excédent
Parts du résultat sur gestion libre		7 401
Parts du résultat sur gestion conventionnée (à détailler par activité et par établissement le cas échéant)		64 211
CPOM CHRS ET HU		20 249
COMMUNS		43 962
Résultat comptable (excédentaire)	71 612	

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Annexe association (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

En garantie de l'emprunt souscrit pour l'acquisition du bâtiment sis 102 rue de Clermont à BEAUVAIS, les parts sociales souscrites auprès du Crédit Coopératif pour un montant de 210 023 € font l'objet d'un nantissement à hauteur de ce même montant

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	420 000	214 232
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
TOTAL	420 000	214 232

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant estimé au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à la somme de 349 899€, soit 277 192€ après déduction du coût des futures retraites à 3 ans provisionné dans les comptes pour la somme de 72 707€.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite selon la méthode prospective (unités crédit projetées) sont basés sur:

- le salaire en fin de carrière
- table de mortalité définitive 2018-2020
- le départ volontaire
- l'âge de départ à la retraite : 64 ans
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 2%
- le taux d'actualisation retenu : 3,40%
- le taux moyen des charges sociales : 45%

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 24 421,50€.

Catherine CROIZE
Commissaire aux comptes



TEAM XPERTS

Expertise comptable
Commissariat aux comptes
Gestion sociale

Catherine CROIZÉ

Expert comptable
Commissaire aux comptes

03 44 48 71 15

contact@teamxperts.fr

www.teamxperts.fr

ADARS
1 rue Filatures – 60000 BEAUVAIS

- :- :- :- :-

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES

Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application du Code de commerce, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

CONVENTION AUTORISEE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à BEAUVAIS, le 27 mai 2025

Pour TEAM XPERTS
Catherine CROIZE
Commissaire aux Comptes



TEAM XPERTS